

Evolution économique et sociale de la République Tchčque en 2004⁵

(données provisoires)

En 2004, la République Tchčque a adhéré à l'U.E. Depuis, son évolution a été impactée, directement ou indirectement, de la coopération internationale élargie et de l'intégration renforcée de l'économie tchčque dans l'économie européenne, voire mondiale. La variation des prix mondiaux du pétrole brut et de métaux l'ont également marquée.

Selon les estimations, le **produit intérieur brut** a progressé en 2004 de 4,0 % en réel⁶ dont de 3,8 % au 1^{er} trimestre, de 4,0 % au cours du 2^e, respectivement 3^e trimestre et de 4,3 % au 4^e trimestre. La croissance proportionnée durant l'exercice est confirmée par les rythmes de croissance du PIB d'un trimestre sur l'autre, dérivés des données corrigées de variations saisonnières. En principe, elles s'accordent sur la progression réguličre d'un pour-cent.

La qualité du PIB en croissance en 2004 a notablement changé. Si au cours des exercices passés le levier essentiel de la croissance économique a reposé sur des dépenses des ménages à la consommation finale, en 2004, la formation du capital brut fixe a pris la relčve de « cette initiative », s'accompagnant au 2^e semestre de l'évolution du commerce extérieur.

La formation du capital brut fixe a évolué de 9,1 %, son dynamisme de croissance faisant preuve d'un ralentissement durant l'exercice (croissance an/an de 9,9 % au 1^{er} trimestre, de 9,4 % au 2^e trimestre, de 9,6 % au 3^e trimestre et de 7,5 % au 4^e trimestre). Le fait générateur du haut taux de croissance en accélération depuis déjà 2003 était la suite donnée aux investissements étrangers dans l'infrastructure de transports et les capacités de production et dans la construction d'habitation.

Les deux composantes, exportations et importations, **du commerce extérieur de biens et services** ont évolué de manière dynamique. Le rythme plus accéléré d'évolution est observé pour les exportations (de 23,4 % aux prix courants, de 20,9 % aux prix constants) que pour les importations (de 19,8 % aux prix courants, de 18,5 % aux prix constants). L'amélioration notable du solde d'échange de biens et services a basculé la contribution au PIB, auparavant négative, du commerce extérieur dans la contribution positive.

Les dépenses à la consommation finale des ménages ont progressé en 2004 an/an de 2,4 %, leur tendance à la décroissance étant notée au cours de l'exercice (dans l'ordre des trimestres individuels, la croissance était la suivante : de 3,3 %, de 2,5 %, de 2,0 % et de 1,9 %). L'impact sur le PIB des dépenses à la consommation finale des ménages a faibli. Par rapport à 2003, le rythme de sa croissance a été environ équivalent à la moitié. Les mesures d'austérité ont sensiblement influencé les dépenses du **secteur d'institutions gouvernementales**, chutant de 3,2 %.

La valeur ajoutée brute (hors FISIM⁷) a progressé de 3,7 %. Dans l'optique des secteurs individuels, l'industrie a réussi le mieux (croissance de 6,7 %), suivie des institutions financières et des compagnies d'assurance (croissance de 24,0 %), des transports et télécommunications (croissance de 3,6 %), et finalement du commerce (croissance de 3,1 %). Au dessous de la barre de 2003 restent les secteurs de BTP, restauration et éducation.

Les revenus nominaux courants **du secteur de ménages** ont progressé de 4,9 % et les dépenses courantes de 6,5 %. Le revenu brut disponible a augmenté an/an de 4,2 % aux prix courants. Les dépenses à la consommation individuelle des ménages ont progressé de 5,2 %. L'épargne brute des ménages a dégressé de 4,6 % et son taux de 7,79 % (quote-part au revenu disponible de l'épargne brute) a continué la décroissance.

La productivité du travail globale (PIB aux prix constants ramené à 1 personne occupée⁸) a monté en 2004 de 4,2 % an/an dont de 4,1 % au cours du 4^e trimestre. La croissance du PIB s'explique exclusivement par la croissance de la productivité du travail globale. La croissance accélérée des revenus primaires des personnes occupées par une personne active par rapport à la productivité du travail a conduit à l'augmentation des coûts unitaires de la main-d'œuvre de 1,3 %, mais en chiffre réel, ces coûts ont chuté de 1,4 %.

Caractéristiques économiques de base

⁵ L'évaluation englobe l'exercice entier 2004 sauf une indication contraire.

⁶ Les indices du PIB et de ses composantes sont indiqués aux prix moyens de l'exercice précédent, les indices des recettes des secteurs individuels sont indiqués aux prix constants de 2000.

⁷ FISIM = les services financiers de médiateurs, mesurés indirectement.

⁸ Selon les données corrigées d'emploi résultant de l'enquête par sondage de la main-d'œuvre, réalisée auprès des ménages, en application des définitions internationales et les recommandations de l'Organisation internationale du travail (ILO). Les corrections apportées consistent notamment en la prise en compte des contrats de travail secondaires, des personnes occupées étrangères (salariés et non-salariés), constatées selon les sources administratives, et des catégories de femmes en congé maternel, apprentis et personnes occupées à l'étranger qui ne participent pas immédiatement à la formation du PIB.

en %

	2003				2004			
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
PIB – variation an/an réelle	3,2	3,7	4,0	4,0	3,8	4,0	4,0	4,3
Consommation finale – variation an/an réelle	4,7	5,1	4,8	4,2	1,8	1,4	0,2	-0,6
Formation du capital brut – variation an/an réelle	1,6	4,9	1,4	3,2	11,0	10,9	8,9	5,0
Taux d'inflation an/an – moyenne trimestrielle	-0,4	0,1	-0,1	0,8	2,3	2,6	3,2	3,1
Taux de chômage enregistré – moyenne trimestrielle	10,11	9,62	9,88	10,00	10,73	10,13	10,12	9,99
Solde du Budget de l'Etat au PIB en % ¹⁾	-5,3	-3,3	-4,1	-4,5	-1,2	-6,0	1,3	-7,6
Compte courant de la balance des paiements au PIB ¹⁾	-1,1	-5,8	-7,6	-10,2	-2,1	-5,4	-7,9	-5,2
Compte fin. de la balance des paiements au PIB en % ¹⁾	5,7	3,5	5,1	10,4	0,8	6,4	7,8	10,9
Exportations nettes au PIB en % ¹⁾	-0,2	-1,4	-2,4	-4,8	0,5	-0,5	-0,4	-0,9

¹⁾ aux prix courants

Travail et des Aff.Soc., Banque Nat.Tchčque, calculs de l'Institut Stat.Tchčque

Source: Inst.Stat.Tchčque, Min.des Fin.,Min.du

Les entreprises non-financières de plus de 100 salariés ont généré le bénéfice brut de 33,5 % supérieur à 2003 aux prix courants (bénéfice avant impôt). En parallèle avec la croissance du résultat, la rentabilité des coûts et la rentabilité de fonds propres ont progressé. Le nombre d'entreprises déficitaires a chuté an/an, participant au nombre total par moins d'un cinquième. La croissance an/an du bénéfice brut s'explique notamment par les résultats de l'industrie manufacturière, du commerce et des réparations des véhicules à moteur et des biens de consommation, de l'agriculture, de la cynégétique et des activités associées. Les autres secteurs ont généré la croissance du bénéfice plus faible. La valeur ajoutée comptable dégagée par de grandes entreprises non-financières a progressé an/an de 11,2 %. Sa croissance est notée dans tous les secteurs, industriel et non industriel, sauf la production de textile et de vêtements et l'extraction de matières minérales. A la fin de l'année, la situation globale de stocks a été de 8,9 % supérieure à l'année précédente (notamment, les produits propres et matériau). Le surendettement, soit la valeur négative de fonds propres, est noté auparès de 4,7 % d'entreprises, mais le montant total du surendettement est inférieur à 2003. La part de fonds propres à la couverture de la somme bilantaire a faiblement augmenté à 53 %, le reste étant couvert à partir de ressources extérieures. Dans une grande mesure, les bons résultats de la gestion financière sont générés grâce aux entreprises contrôlées par le capital étranger dont la valeur ajoutée comptable a progressé de 20,3 % et le bénéfice brut de 32,5 %. Leur part aux effectifs s'élève à 35 %, à la valeur ajoutée utile à 47 % et au bénéfice brut à 51 %.

Evolution des recettes¹⁾ dans les secteurs sélectionnés

Indices an/an en %

Secteur		4e trim. 2003	1er trim. 2004	2e trim. 2004	3e trim. 2004	4e trim. 2004	Année 2003	2e trim.2003 à 1er trim.2004	3e trim.2003 à 2e trim.2004	4e trim.2003 à 3e trim.2004	Année 2004
Industrie	v b.c.	107,4	109,7	116,6	112,5	114,2	106,4	107,6	110,5	111,5	113,3
	ve st. c.	107,0	107,9	111,2	104,4	105,5	106,8	107,3	108,7	107,5	107,2
BTP	v b.c.	115,8	107,5	119,8	103,2	105,1	113,6	114,1	116,5	111,5	108,3
	ve st. c.	113,3	104,9	115,5	98,9	100,8	111,2	111,6	113,5	108,0	104,5
Agriculture	v b.c.	97,1	101,0	102,8	112,9	113,3	91,1	94,6	97,0	103,6	108,5
	ve st. c.	92,7	88,7	89,6	105,7	110,0	94,5	92,5	90,3	94,9	100,0
Commerce de détail (NACE CZ 50,52)	v b.c.	103,9	101,8	105,7	105,3	106,7	104,7	104,5	104,9	104,2	105,0
	ve st. c.	103,3	100,7	102,6	102,3	104,8	104,9	104,2	103,5	102,2	102,7
Transports	v b.c.	113,4	110,0	115,7	107,9	106,0	110,5	111,1	113,2	111,7	109,8
	ve st. c.	108,9	108,5	113,6	105,5	102,6	105,9	107,4	110,0	109,1	107,3
Télécommunications	v b.c.	103,8	106,4	104,4	102,2	102,3	106,2	105,8	105,0	104,2	103,8
	ve st. c.	105,3	105,4	103,4	102,3	102,5	107,0	106,5	105,2	104,1	103,3
Autres services marchands	v b.c.	106,3	109,4	110,9	105,6	102,6	103,5	105,7	107,6	107,9	106,8
	ve st. c.	104,7	105,5	106,1	100,6	98,9	100,9	102,8	104,4	104,3	102,5

Dans l'industrie, BTP et l'agriculture, les recettes prises en compte sont générées par la vente de biens et services propres, dans d'autres secteurs, les données concernent les recettes globales.

La production industrielle a continué sa progression an/an (mesurée par l'indice basé sur les produits) depuis 2000. Globalement, la production industrielle a augmenté de 9,9 % (au 1er trimestre de 9,0 %, au 2^e trimestre de 12,6 %, au 3^e trimestre de 8,7 % et au 4^e trimestre de 9,1 %). La production de biens d'équipement et de produits intermédiaires a accusé la plus rapide croissance. Dans le cadre de la production de l'industrie manufacturière, les plus hauts rythmes de croissance sont notés dans les branches de métaux de base, de produits métallurgiques, d'appareils et installations électriques et optiques et de moyens de transports. La production de cuir et de produits en cuir ainsi que la production

de textiles et de produits en textile et de vêtements a dégressé ; le même développement étant observé en matière d'extraction de matières minérales.

Les recettes dégagées par la vente de biens et services propres ont progressé an/an de 7,2 % en chiffre réel. Trois quarts des exportations directes ont été réalisés par **des entreprises de plus de 20 salariés au contrôle étranger**. Leur part aux recettes globales a modérément dépassé la moitié, mais leur part aux effectifs dans l'industrie était de moins de 38 %. Les effectifs dans l'industrie ont une tendance à la baisse de longue date qui s'est poursuivie en 2004, cependant au rythme moins vigoureux. La croissance de la productivité du travail de 8,2 % était supérieure à la croissance des salaires moyens entraînant la chute d'un pour-cent des coûts unitaires de salaire. La valeur ajoutée comptable (aux prix courants) a augmenté de 13,4 %. Le bénéfice brut de grandes **entreprises (de plus de 100 salariés)** s'est accru de plus d'un tiers s'accompagnant de l'amélioration de la rentabilité de leurs coûts et de la rentabilité de fonds propres.

Le volume nominal de **nouvelles commandes** contractées a progressé de 22,6 % dont les nouvelles commandes de l'étranger ont augmenté de plus d'un quart.

La production de **l'énergie électrique** a progressé an/an de 1,6 %, soit au dessous de la consommation locale en croissance de 2,9 %. Le solde des exportations et importations a été actif de 15,7 milliards KWh (16,2 milliards KWh en 2003). La consommation du **gaz naturel** (en m³) a chuté de 0,9 %. Les importations du **pétrole brut** (en tonnes) ont été de 1,3 % supérieures à 2003.

La croissance de l'indice de la production industrielle harmonisé EU25 s'élevant à 2,1 % an/an en 2004 s'est chiffrée par 9,2 % en République Tchèque.

En janvier, la production industrielle a progressé an/an de 7,2 %, les recettes ont été en croissance de 9,4 %, la production corrigée de variations saisonnières a progressé d'un mois sur l'autre de 1,3 %.

Le volume de **la production de BTP** a augmenté de 9,7 % (de 16,1 au 1^{er} trimestre, de 16,5 % au 2^e trimestre, de 4,5 % au 3^e trimestre et de 5,0 % au 4^e trimestre). Au cours de l'exercice, l'évolution a été assez disproportionnée, la croissance notable du 1^{er} semestre étant tributaire notamment du transfert des travaux dans la catégorie supérieure de la TVA au 1^{er} mai 2004. La croissance globale de la production de BTP se concentre notamment aux grands marchés de travaux publics et de bâtiment (infrastructuer de transports et de logements) et à la réalisation des projets de promoteurs de centres commerciaux et administratifs. **Les travaux effectués en propre** (ZSV- entreprises de plus de 20 salariés) ont augmenté de 5,9 %, alors à un rythme inférieur à celui noté pour la production de BTP globale selon les contrats de fournisseur (S).

Les recettes générées par la vente de biens et services propres (travaux surtout) ont progressé de 4,5 % an/an, le 3^e trimestre étant faiblement en retrait. Les effectifs dans le BTP ont faiblement chuté. La croissance de la productivité du travail de 10,7 % s'accompagnant de la croissance ralentie des salaires a entraîné la chute des coûts unitaires de salaires (de 3,5 %). Dans les **entreprises de plus de 20 salariés** la majeure partie de travaux a concerné la nouvelle construction, la reconstruction et la modernisation, moins déjà les réparation et l'entretien. La gestion financière des entreprises de travaux a fait apparaître la valeur ajoutée comptable de 5,5 % supérieure à 2003. **Les entreprises de plus de 100 salariés** ont généré le bénéfice de 8,2 % supérieur à l'année précédente et leur rentabilité de coûts et de fonds propres a faiblement dégressé.

En fin de l'exercice, le **carnet de commandes** contractées s'est élevé à 212,5 KMCZK (158,5 KMCZK en fin de 2003). Les offices de construction ont émis en 2004 **les permis de construire** dont le nombre a dépassé de 2,9 % celui de 2003.

La construction d'habitation accuse 32 milliers de logements terminés, soit une croissance de 19 % par rapport à l'exercice précédent et le plus haut nombre depuis 1992. Le nombre de logements mis en chantier s'est accru de 7,0 %. Le nombre de logements en cours a augmenté de 5,5 % (totalisant plus de 146 milliers en fin de l'année).

En 2004, la croissance an/an de 7,2 % de l'indice de la production de BTP harmonisé de la République Tchèque la classe en haut de l'échelle des 25 pays – membres de l'U.E. (accroissement de 0,7 %).

En janvier, la production de BTP a augmenté de 14,2 % an/an, la croissance d'un mois sur l'autre (corrigée des variations saisonnières) a été de 2,3 % supérieure.

Au terme du **compte global d'agriculture** la production totale du secteur a augmenté de 13,7 % aux prix constants (dont la production végétale en hausse de 33,1 % et la production d'origine animale en baisse de 3,1 %). La croissance considérable de la production végétale s'explique par des récoltes extraordinaires de céréales et le volume notable des subventions attribuées aux produits. Les recettes générées par la vente de biens et services propres ont progressé de 8,5 % aux prix courants par rapport à 2003 et leur stagnation était constatée après la conversion aux prix constants. Les effectifs dans les entreprises de production agricole primaire ont continué à baisser. La productivité du travail croissant moins que les salaires moyens, les coûts unitaires de salaires ont monté de 3,0 %. La gestion financière du secteur agricole a dégagé de très bons résultats. La croissance de la production a entraîné la croissance significative de la valeur ajoutée comptable (de 17,2 %). **Les entreprises de plus de 100 salariés** ont arrêté les comptes avec le bénéfice notablement supérieur s'accompagnant à la fois de l'amélioration des indicateurs de la rentabilité. Par rapport à 2003, la production des céréales de base a plus que doublé, la production des pommes de terre était de 18 % supérieure, la production de la colza a dépassé l'exercice précédent de 141 % et la production de la betterave a

également augmenté à pas plutôt modéré. Le nombre de têtes de tout type d'animaux de ferme a chuté en fin de 2003 (sous réserve de la volaille).

Les recettes du **commerce de détail incluant le commerce, les réparations et l'entretien des véhicules à moteur et la vente de détail des carburants** ont augmenté de 2,7 % an/an (de 0,7 % au 1^{er} trimestre, de 2,6 % au 2^e trimestre, de 2,3 % au 3^e trimestre et de 4,8 % au 4^e trimestre). Le dynamisme de la croissance des recettes du commerce de détail (réparations des produits au besoin individuel et pour les ménages) a été faiblement supérieur au dynamisme du commerce, des réparations et de l'entretien des véhicules à moteur et de la vente de détail des carburants. En 2004, la vente de véhicules particuliers neufs a baissé de 11,1 % (presque 133 milliers d'automobiles vendues). Les recettes des entreprises de commerce de détail de plus de 250 salariés ont progressé de 6,5 %. Il s'agit plus particulièrement des supermarchés et hypermarchés dont trois quarts des recettes ont été générées par des entreprises au contrôle étranger. Les recettes des entreprises **d'hébergement et de restauration** ont réellement diminué de 2,2 %. Les effectifs du **commerce** globalement ont faiblement augmenté d'une année sur l'autre. La croissance de la productivité du travail étant supérieure à la croissance des salaires, les coûts unitaires de salaire ont chuté. La valeur ajoutée comptable (aux prix courants) du secteur de commerce s'est accrue de 8,8 % an/an. Le bénéfice dégagé par des entreprises de commerce de plus de 100 salariés a plus que doublé, accompagné de la rentabilité de coûts et de fonds propres améliorée. La marge commerciale générée en moyenne par le commerce global s'est établie à 16,2 % dont 22 % s'attachent au commerce de détail.

Selon l'information de la statistique de frontière, le nombre de passages a augmenté de 1,0 % par rapport à 2003. Le nombre de sorties des Tchèques vers l'étranger a progressé de 1,6 % par rapport à l'année précédente. **La balance du tourisme** active s'est accrue de 2,9 KMCZK par rapport à 2003, s'établissant à 48,8 KMCZK.

Les recettes générées par la vente de biens et services propres du secteur de **transports** ont augmenté de 7,3 % (dans l'ordre des trimestres individuels : de 8,5 %, de 13,6 %, de 5,5 % et de 2,6 %). La majeure croissance est notée au 2^e trimestre, le 2^e semestre étant moins dynamique. Par rapport aux transports terrestre et par tube, les recettes dégagées par des activités accessoires et secondaires ont progressé plus vite. Le transport aérien a atteint la plus haute croissance. Les effectifs dans les transports ont dégraissé de 1,0 % et leur productivité du travail a monté au rythme plus élevé que les salaires. L'évolution de la valeur ajoutée comptable a été positive croissant de 7,6 % an/an. Grâce notamment aux transports routier et par tube, le volume de la marchandise transportée a augmenté par rapport à 2003. Cependant, la production du transport routier en 2004 a été inférieure à 2003. Le transport ferroviaire des marchandises signale la dégression du volume de la marchandise transportée ainsi que de la production de transport. Le transport des voyageurs (hors transport municipal en commun) a diminué de 1 % du nombre de personnes transportées dont le transport ferroviaire était en hausse alors que le transport routier des personnes en baisse. En revanche, le nombre de voyageurs transportés par voie aérienne a monté d'un cinquième. **Les entreprises de plus de 100 salariés** ont généré en principe le bénéfice brut équivalent à 2003.

Les recettes du secteur de **télécommunications** ont progressé de 3,3 % s'accompagnant cependant du rythme de croissance ralenti. Les recettes globales se décomposent par branche environ comme suit : 89 % télécommunications et 11 % services de poste et de messagerie. Les effectifs ont dégraissé et leur productivité du travail a augmenté plus vite que les salaires. La valeur ajoutée comptable a diminué de 1,4 %, malgré la croissance dans seuls les services de poste. La gestion des **entreprises de plus de 100 salariés** a dégagé le bénéfice brut de presque un quart supérieur à 2003 (croissance de plus de 27 % dans les télécommunications, décroissance de 30 % dans les services de poste et de messagerie).

Par rapport à 2003, **les institutions financières et les compagnies d'assurance** (hors la Banque Nationale Tchèque) ont généré le bénéfice brut de 27,2 % supérieur. La majeure croissance est observée chez les compagnies d'assurance (de 145,5 %), les sociétés de placement et les fonds (de 62,5 %) et les fonds de pension de retraite (de 46,2 %). Les banques et les caisses d'épargne (hors la Banque Nationale Tchèque) ont augmenté le résultat de 9,1 % et les institutions financières non-bancaires de 28,9 %.

Les recettes du secteur **d'autres services marchands** ont augmenté de 2,5 % (dans l'ordre des trimestres individuels : de 5,5 %, de 6,1 %, de 0,6 % et la baisse de 1,1 % au 4^e trimestre). Il est évident qu'au cours de l'exercice une certaine tendance à la baisse était sensible due à la haute base de comparaison de 2003, d'une part, et à l'augmentation des prix de services du fait de la montée du taux de la TVA, de l'autre part. La majeure progression des recettes est constatée dans la branche de services aux entreprises (plus particulièrement la liquidation des déchets, l'immobilier, la médiation de la main-d'œuvre, les services de conseils juridiques, comptables et fiscaux). Les services aux particuliers n'ont augmenté que dans les branches d'éducation et de santé. Les effectifs du secteur ont augmenté an/an de 4,2 %, le salaire mensuel moyen nominal a progressé plus vite que les recettes ramenées à 1 personne occupée (aux prix constants). La valeur ajoutée comptable générée a été de 5,3 % supérieure à celle de 2003. Plus de trois quarts des recettes globales ont été réalisés par des entreprises de moins de 100 salariés. La gestion financière de **grandes entreprises de plus de 100 salariés** s'est soldée par le bénéfice inférieur à 2003 accompagné de la rentabilité de coûts et de fonds propres en baisse.

Le taux annuel moyen d'inflation exprimé par la croissance de l'indice **des prix à la consommation** de 2004 par rapport à 2003 s'est établi à 2,8 % (inflation presque zéro en 2003). Les prix des services ont augmenté de 5,3 % et les prix des biens de 1,3 %. L'évolution des prix a été notamment influencée par la croissance soutenue des prix régularisés, et ce 5,7 %, et par la croissance modérée des prix de marché de 2,0 %. Depuis janvier 2004, la TVA applicable aux services de télécommunications a progressé ainsi que la taxe à la consommation des carburants, alcool et tabac. Depuis mai 2004, la TVA applicable à de nombreux services a passé de 5 % à 19 % et de 22 % à 19 % en cas de la majeure partie de biens non alimentaires et les services de télécommunications publics. La nouvelle réglementation a concrètement impacté en hausse les prix des services de restauration et des services individuels, et en baisse les prix de l'électricité,

du gaz naturel et des services de télécommunications publics. Les prix de marché ont reflété la croissance des prix de denrées alimentaires et de boissons non-alcoolisées (bien qu'au 4^e trimestre, leur augmentation ait considérablement ralenti le rythme), des carburants, des services financiers et d'assurance. Par contre, les prix des vêtements et chaussures, des équipements de logement et d'électroménager sont en baisse de longue durée. Le niveau des prix (coût de la vie) a augmenté dans les ménages de salariés en moyenne de 2,7 %, dans les ménages de retraités de 3,2 %.

La croissance moyenne an/an de l'indice harmonisé des prix à la consommation (HICP) des 25 pays – membres de l'U.E. s'est établie en 2004 à 2,1 % selon les données provisoires. En République Tchèque, la croissance an/an de HICP a atteint en 2004 la valeur de 2,6 %.

En janvier, la comparaison mensuelle fait apparaître la croissance des prix de 0,7 % et la comparaison annuelle de 1,7 %. En février, le niveau des prix a faiblement augmenté par rapport à janvier, et ce de 0,2 %, par rapport à l'année précédente, les prix ont augmenté de 1,7 %.

Parmi les **prix des producteurs, des services et des investissements**, la plus haute croissance est notée en matière de **prix des agriculteurs**, supérieurs de 8,1 % aux prix de 2003. Les prix des produits d'origine végétale ont monté de 11,6 % et les prix des produits d'origine animale de 6,2 %. Au cours de l'exercice étudié, leur évolution a été disproportionnée, le plus haut rythme de croissance s'attribuant au 1er semestre, et par contre, leur baisse significative caractérisant le 2e semestre. **Les prix des industriels** ont augmenté de 5,7 %. Suivant la déflation des années 2002 et 2003, cette croissance de prix dans l'industrie a marqué le point culminant depuis les neufs dernières années. La majeure croissance est observée dans la liste des prix des métaux de base, des produits métallurgiques et d'usinage mécanique (de 18,5 %) et des prix du coke et de produits de raffinerie de pétrole (de 27,0 %). **Les prix des travaux** ont monté an/an de 3,7 %, les prix de matériaux de construction en entrée de 5,8 %. Le seul secteur où les prix ont sensiblement dégringolé est la **sylviculture**. **Les prix des services marchands** en hausse de 2,3 % ont évolué notamment grâce à l'immobilier et la location, les services aux entreprises et les services financiers. En 2004, les **prix des investissements corporels** ont augmenté de 1,4 %.

En 2004, les prix des industriels ont progressé en République Tchèque à une vitesse supérieure (de 5,7 %) à celle constatée à EU 25 (de 2,8 %).

En janvier, respectivement février, les prix des agricultures ont chuté an/an de 5,2 %, respectivement de 11,4 %, les prix des industriels ont augmenté de 7,2 %, respectivement de 7,1 % et les prix de travaux de construction ont augmenté de 4,2 %, respectivement de 4,1 %.

La relation des **prix à l'importation et à l'exportation** a continué son évolution positive. Les prix à l'importation ont augmenté an/an de 1,6 %, et à l'exportation de 3,7 %. **Les termes de change** évoluent déjà depuis 2001 dans les valeurs positives, et la valeur moyenne de 2004 s'est chiffrée par 102,1 % (croissance de 0,9 point de pour-cent par rapport à 2003). Le mérite en revient notamment aux termes de change régissant les familles de biens de combustibles minéraux et substances chimiques, ensuite la famille de matériels et moyens de transport. **Les prix mondiaux** de matières industrielles et denrées alimentaires, mesurés à l'indice de l'Institut Statistique Tchèque, ont progressé an/an en moyenne de 2004 de 18,9 %.

L'évolution du **commerce extérieur** de biens a fait preuve d'un rythme dynamique extraordinaire en 2004. A côté des facteurs économiques dont l'effet à l'intensité différenciée est présent depuis de longue date, les résultats positifs du commerce extérieur s'attribuent essentiellement à l'entrée du pays dans l'U.E. Les importations ont augmenté de 20,5 % et les exportations de 25,0 %, les deux données aux prix courants. Les hauts rythmes de croissance des importations et exportations et leur rapport mutuel se répercutent positivement sur l'évolution du déficit du commerce extérieur. Sa baisse an/an de 47,5 KMCZK a réduit le déficit à 22,3 KMCZK. Dans l'optique de la structure territoriale du commerce extérieur les importations ainsi que les exportations ont monté par rapport à toutes les régions principales. La majeure partie de la croissance des exportations (presque 85 %) et des importations (presque 74 %) s'est réalisée en échange avec les pays EU 25. Cette même région a soutenu l'amélioration de la balance commerciale. Le passif le plus important est constaté dans l'échange avec la Chine, le Japon et la Russie. La structure de biens change en faveur des exportations de matériels et moyens de transport (actif de 134 KMCZK). Le solde actif de l'échange de biens industriels de consommation a diminué. Le plus notable passif s'est produit dans le commerce avec les substances chimiques et les produits assimilés (presque 88 KMCZK). Le déficit du commerce avec les matières agricoles et agro-alimentaires et les matières non comestibles et les carburants minéraux s'approfondit.

En janvier 2005, les exportations ont augmenté an/an de 30,0 % et les importations de 26,9 % aux prix courants, la balance commerciale s'est soldée par l'actif de 3,4 KMCZK.

Le compte courant de la **balance des paiements** s'est soldé par le déficit de 143,3 KMCZK en baisse an/an de 17,4 KMCZK. Le compte financier de la balance des paiements s'est soldé par l'actif de 180,9 KMCZK traduisant une amélioration an/an de 23,8 KMCZK. La couverture du déficit du compte courant par l'excédent du compte financier a notablement augmenté. Le passif du compte courant s'est établi à 5,2 %, l'actif du compte financier à 6,6 % du volume nominal du PIB. L'amélioration du résultat du compte courant s'explique par le solde actif des services (notamment le tourisme et les transports), soutenu du passif de la balance commerciale considérablement décroissant. La balance des autres services (approfondissement an/an du passif de 10,5 KMCZK) et la balance des produits (approfondissement du passif de 19,7 KMCZK) ont eu l'effet contraire. L'apport élevé des investissements étrangers directs de 114,7 KMCZK a été de 55,4 KMCZK supérieur à 2003. Ces investissements à la hauteur de presque la moitié ont été destinés à l'industrie manufacturière. L'apport des ressources en terme d'investissements de portefeuille s'élevant à 62,2 KMCZK a contribué à la balance active du compte financier ainsi que les autres investissements pour

lesquels la valeur de l'apport net de capitaux étrangers s'est élevé à 19,6 KMCZK. La variation de la réserve de change s'est établie à 6,8 KMCZK en 2004, soit une réduction de 6,1 KMCZK par rapport à 2003.

La situation des réserves de change de la Banque Nationale Tchèque s'est établie à 636,2 KMCZK en fin de l'exercice, réduite de 55,3 KMCZK par rapport à la fin de 2003. Ce montant des réserves est suffisant à la couverture du volume de biens et services importés pour la période de 3,9 mois.

Le cours nominal de la couronne à l'euro s'est établi à 31,9 CZK en 2004, au dollar américain à 25,7 CZK. L'indice du cours nominal effectif de la couronne était en moyenne de 0,3 % supérieur à l'année précédente. L'indice du cours réel effectif de la couronne était de 0,2 % supérieur prenant pour la base les prix à la consommation et de 2,7 % supérieur sur la base des prix des industriels.

La situation de la réserve monétaire M2 en fin de 2004 a été de 4,4 % supérieure à la même période de 2003 et sa croissance a ralenti. La situation annuelle moyenne de M2 par rapport au volume nominal du PIB s'est établie 65,8 %. La réserve monétaire est d'un montant faiblement supérieur à la moitié composée de l'agrégat M1 (monnaie en circulation et dépôts au jour le jour), son dynamisme an/an en chute de 6,6 % en réponse au rythme ralenti de consommation. Le volume de la monnaie en circulation a augmenté an/an de 7,0 % et des dépôts au jour le jour de 6,5 %. Le volume de la quasi-monnaie (dépôts à préavis, dépôts à terme et opérations repo) a augmenté an/an de 2,1 % en fin de 2004. La croissance est plus particulièrement observée pour les dépôts à terme des ménages. En 2004, la croissance de l'agrégat monétaire M2 a été notamment soutenue par l'émission de crédits accordée aux entreprises et ménages et par le dynamisme en croissance des actifs nets étrangers. Le crédit net accordé au gouvernement est en dégression.

Les crédits globaux ont augmenté de 5,8 % en 2004. La croissance des crédits accordés aux entreprises non financières est liée à la croissance des investissements. Les crédits accordés aux ménages ont augmenté de presque 33 % en 2004 (part déterminante attribuée aux crédits hypothécaires). La demande du financement par crédit des ménages reste élevée du fait du niveau faible d'intérêt et de l'offre en croissance des crédits présentée par des banques. La croissance an/an des crédits à la consommation s'est élevée à 23,8 % en 2004.

Les dépôts globaux des clients ont augmenté par rapport à 2003 de 5,5 % (de 1,1 % en 2003). Les dépôts en couronnes (part déterminante attribuée aux dépôts sans préavis) ont augmenté de 5,5 % (de 2,3 % en 2003) et les dépôts en monnaie étrangère ont augmenté de 5,1 % (chute de 7,8 % en 2003).

Le taux d'intérêt moyen des dépôts globaux s'est établi à 1,35 % en fin de l'exercice, des crédits globaux à 6,20 %. La marge d'intérêt entre les taux de dépôt global et les taux de crédit global ne varie pas sensiblement d'une année sur l'autre, et en fin de l'exercice elle s'est élevée à 4,85 points de pour-cent dont le secteur de ménages a généré 6,55 points de pour-cent et le secteur d'entreprises non financières 3,54 points de pour-cent.

Les effectifs des agents économiques de plus de 20 salariés de la sphère professionnelle (quels que soient les effectifs du secteur de médiation financière) et de l'ensemble des structures de la sphère non professionnelle ont dégraissé de 0,8 %. La plus notable compression des effectifs est observée dans les coopératives (de 8,2 %), les agents économiques publics (de 2,8 %), les agents économiques privés (de 2,3 %) et le secteur communal (de 1,8 %). Le salaire nominal brut moyen par mois des salariés, employés par les agents ci-dessus cités a augmenté de 6,6 % s'établissant à 18 035 CZK. Prenant en compte la croissance des prix à la consommation de 2,8 %, le salaire moyen a augmenté réellement de 3,7 %. Dans la sphère professionnelle, les salaires ont augmenté en moyenne de 6,9 %, dans la sphère non professionnelle de 5,7 %. L'évolution des salaires dans la sphère non professionnelle a été positivement impactée du passage de la grille tarifaire de 12 à 16 catégories, par contre l'impact négatif s'attache à la réduction du salaire suivant de 50%, initialement accordés, à 10 % au 2^e trimestre, respectivement à 25 % au 4^e trimestre.

Selon les estimations le nombre de personnes occupées dans l'entièbre économie nationale a diminué de 0,4 % en 2004, le nombre de salariés dans l'entièbre économie a diminué de 0,6 %. Leur salaire moyen a augmenté de 6,2 % s'établissant à 16 931 CZK.

Le taux de chômage enregistré au 31 décembre s'est établi selon la méthodologie initiale à 10,3 % et n'a pas bougé par rapport à la fin de 2003. Le nombre de candidats non placés à la fin de l'exercice a totalisé presque 542 milliers de personnes dont moins de 510 milliers ont été accessibles. L'âge moyen des candidats d'emploi a été 37 ans. La situation des candidats d'emploi de longue durée (plus de 1 an) reste très inquiétante. Par rapport à la fin de 2003, leur nombre a faiblement monté s'établissant à moins de 220 milliers en fin de 2004, soit presque 41 % du nombre total de chômeurs. Un autre indicateur négatif est le nombre en croissance permanente de candidats d'emploi handicapés et la diminution des emplois leur convenant. Les personnes à la formation primaire ont contribué par presque un tiers au nombre total de chômeurs et la part revenant aux diplômés s'était établie à 3,8 %. Le nombre moyen de candidats d'emploi non placés ayant terminé leurs études a sensiblement chuté par rapport à 2003. Grâce au nombre moyen de postes vacants en croissance an/an de 7,3 % le nombre de chômeurs par 1 poste vacant a chuté (10,6 personne en fin de l'exercice). La situation sur le marché de la main-d'œuvre a remonté dans onze régions, cependant dans les districts de Most (22,7 %), de Karviná (19,6 %) et de Jeseník (18,3 %) le taux reste toujours à un très haut niveau.

Le taux de chômage enregistré au 31 décembre s'est établi selon la nouvelle méthodologie à 9,5 % (calculé sur seul le nombre de candidats d'emploi accessibles) (dont 10,9 % les femmes et 8,3 % les hommes).

Le taux de chômage enregistré s'est établi en fin de janvier 2005 à 9,8 % et en fin de février à 9,6 % en application de la nouvelle méthodologie.

En 2004, le **revenu net financier** a augmenté dans les ménages de salariés de 4,5 % en nominal et de 1,8 % en réel. Dans les ménages de retraités, le revenu net financier a augmenté de 2,3 % en nominal et a diminué de 0,9 % en réel. **Les dépenses nettes financières** ont été stagnantes en réel dans les ménages de salariés et immédiatement au dessus du niveau de 2003 dans les ménages de retraités. La structure des dépenses n'a presque pas changé par rapport à 2003, la croissance des dépenses aux charges de logement (hors charges à l'entretien courant) a faiblement modéré le rythme. Les ménages de salariés ont réalisé en moyenne 18,4 % de dépenses totales pour l'achat des aliments et boissons non alcoolisées et 16,7 % de dépenses pour les charges de logement incluant l'énergie et autres services associés à l'habitation. Les ménages de retraités ont dépensé 25,5 %, respectivement 24,9 % au même but.

Dans le cadre **de dépenses sociales** presque trois quarts de fonds ont été employés à la distribution de la pension de retraite. La pension de retraite – vieillesse moyenne s'est établie à 7 270 CZK en fin de l'exercice, croissant de 2,8 % par rapport à 2003. L'augmentation an/an du coût de la vie des retraités de 3,0 % (en fin de 2004), la pension a diminué de 0,2 % en réel.

L'année 2004 a été marquée d'une croissance des recettes an/an sensiblement supérieure à celle des dépenses, soit de 3,2 points de pour-cent. **Le Budget de l'Etat 2004** n'a prévu que l'excédent de 0,2 point de pour-cent. Le déficit du Budget de l'Etat de 93,7 KMCZK était de 21,3 KMCZK inférieur au Budget approuvé. Par rapport au PIB nominal, il a chuté de 4,3 % en 2004 et de 3,4 % en 2003. Le meilleur résultat de la gestion budgétaire était atteint notamment grâce à la réalisation des recettes (102 %) (deux tiers) et à la réalisation des dépenses inférieure au plan (98,7 %) (un tiers).

Parmi **les recettes** totales se distinguent la meilleure collecte des impôts (réalisation du Budget à 100,5 %, croissance an/an de 7,4 %) et les recettes constituées de cotisations à la sécurité sociale (réalisation à 100,3 % du montant budgétaire, croissance an/an de 7,7 %). Les recettes non fiscales et de capitaux ainsi que les subventions reçues constituent 6,7 % des recettes totales (4,5 % en 2003) ont dépassé de 29 % le Budget recalé. La croissance **des dépenses** du Budget de l'Etat (6,7 %) a été la plus faible depuis 2002. La majeure partie des dépenses totales a été réalisée pour les dépenses courantes (prestations sociales, charges de traitement, achats autres que les investissements, transferts aux organismes dotés du Budget, subventions de caractère autre qu'investissement, etc.). La réalisation du montant budgétaire à 99,2 % représentant la croissance an/an de 6,7 %. Les dépenses réalisées pour la distribution des pensions de retraite (100,0 %) ont été de 2,2 % supérieures à 2003.

Le solde des recettes provenant des cotisations à la sécurité sociale et des dépenses du Budget de l'Etat aux prestations sociales a été négatif de 19,8 KMCZK en 2004. Par contre, le solde du compte de pension de retraite a été actif de 12,3 KMCZK.

La dette publique a monté à 592,9 KMCZK en fin de l'exercice, soit une croissance de moins de 100 KMCZK. Son rapport au volume nominal du PIB s'est établi à 21,6 % croissant de 2,3 points de pour-cent.

En fin de 2004, 2 352 601 agents économiques ont été inscrits **au répertoire d'agents économiques** dont trois quarts des professionnels privés incluant des fermiers. Le nombre de professionnels – personnes physiques inscrits au répertoire monte graduellement. Un autre groupe en croissance permanente consiste en personnes morales dont notamment les sociétés commerciales. Les agents économiques contrôlés par des entités étrangères représentent plus d'un quart des inscrits et leur nombre est en croissance. Le nombre d'agents économiques inscrits au répertoire et réellement actifs ne peut être qu'estimé en application du rapprochement des autres répertoires administratifs et des enquêtes statistiques questionnant les agents nouvellement créés. Selon ces estimations, le nombre d'agents actifs s'élève à 50 % - 55 % du nombre total inscrit.

La population de la République Tchèque a totalisé 10 220,6 milliers d'habitants au 31. 12. 2004. Au cours de 2004, son leur nombre a augmenté de 9,1 milliers. Le solde actif de la migration étrangère a été de 18,6 milliers d'immigrés, la diminution de 9,5 milliers de personnes était due à l'échange naturel (soit l'écart entre les vivant-nés et les décédés). Par rapport à 2003, ce nombre est la moitié de l'écart constaté durant l'année passée. La diminution significative s'explique par le nombre élevé de vivant-nés ainsi que le nombre réduit de décédés. En 2004, le nombre d'enfants vivant – nés a atteint le sommet depuis 1995 se chiffrant par 97,7 milliers. Malgré cette observation positive le taux de natalité reste au pied de l'échelle en Europe. Le nombre de mariages a dépassé celui de 2003, mais le même constat s'applique aux divorces. Parmi les observations positives se distingue l'évolution du nombre d'avortements, en baisse de longue date.